

Le Courriel d'information

n°291 – Vendredi 14 Décembre 2001.

UNE AUTRE EUROPE

Dans ce numéro

Jeux de pouvoir et chaos dans le nouveau monde

Par Ken Coates

Après la Seconde Guerre mondiale, l'Europe a développé une forte culture du pacifisme en grande partie d'origine endogène. Le mouvement en faveur de l'Union européenne a été sans aucun doute stimulé par la volonté d'éliminer les tensions entre la France et l'Allemagne et de rendre impossible une nouvelle éruption à l'intérieur du continent européen. La création de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier était, entre autres, un essai délibéré de mettre des ressources en commun et de dépasser la concurrence économique susceptible de susciter un nouveau sursaut du militarisme.

Bien sûr, tout cela s'est développé dans le contexte de la guerre froide, qui devenait de plus en plus dépendante de la confrontation nucléaire et a suscité notre propre mouvement en faveur du désarmement nucléaire.

Sans vouloir sentimentaliser ces divers pacifismes, il nous faut reconnaître qu'ils se sont intégrés à une culture plus large qui ne fut que partiellement éclipsée à la fin de la guerre froide. C'est pourquoi nous avions tort de penser que les armes nucléaires étaient amenées à disparaître.

La pensée pacifiste européenne s'appuyait sur un consensus social datant de plusieurs décennies, basé sur un large engagement chrétien/social-démocrate en faveur du plein emploi et d'une couverture sociale, actuellement en cours d'érosion du fait de la montée du néolibéralisme.

L'effondrement de l'URSS a favorisé nombre d'efforts européens très sincères en faveur du



attac

renouveau de la Russie et du développement de collaborations devant garantir le progrès du désarmement.

Toutefois, en peu de temps, la scène internationale a été envahie par les USA, qui ont imposé une politique différente avec un déterminisme implacable. Cette politique incluait un libéralisme économique exagéré qui, bien qu'étant à sens unique, n'était pas obligatoirement agressif. Mais cette politique comportait aussi un aspect fortement militariste, représenté par la doctrine de Zbigniew Brzezinski (ex-conseiller pour la Sûreté extérieure du président Carter) : selon lui, la domination globale (du monde) était conditionnée à celle de l'Eurasie. Cela impliquait que les USA suivraient la même politique à l'égard de l'ex-URSS.

C'est ainsi qu'évolua l'OTAN et qu'une nouvelle organisation de transition appelée " Association pour la Paix " vit le jour. Il s'agissait là d'une passerelle vers l'OTAN pour les pays précédemment neutres et surtout pour les anciens membres du Pacte de Varsovie et les anciennes républiques de l'URSS. Les mouvements pacifistes, affaiblis, surveillaient les progrès vers l'Est de l'OTAN et se sont souvent opposés au " retournement " des pays neutres ; cependant, ils ont en général ignoré les progrès vers l'Est de l'" Association pour la Paix ", qui réussit à organiser des manœuvres militaires conjointes de l'OTAN avec l'Ukraine, la Géorgie et quelques-unes des principales républiques d'Asie Centrale. Toutes ces activités étaient dirigées contre la Russie, et elles constituaient une menace d'érosion de son influence politique dans la région. Malheureusement, l'affaiblissement de la puissance russe impliquait la croissance de celle des USA, qui était déjà démesurée par rapport à sa santé mentale…

Point culminant de ce processus, les bombardements de Yougoslavie ont tellement horrifié l'ensemble de la classe politique russe que la fin du régime d'Eltsine a amené au pouvoir Vladimir Poutine et une politique apparemment plus musclée ayant pour objectif la restauration de l'influence russe sur les territoires de l'ex-URSS. Cela s'est accompagné d'une doctrine alarmante en matière d'armes nucléaires, celle de " l'usage en premier ", et de l'intensification de la férocité de la répression en Tchéchénie.

Pendant ce temps, les militaires américains préparaient politiquement le terrain pour lancer une vaste offensive technologique portant le nom rassurant mais complètement trompeur de " défense nationale anti-missiles ".

Cet avatar de la " guerre des étoiles ", comme on l'appelait précédemment, est un plan global de militarisation de l'espace qui implique non seulement la destruction du traité anti-fusées balistiques, mais aussi celle du traité sur l'espace extérieur.

La résurgence des armes satellitaires et des lasers de l'espace fait partie de la doctrine de " domination complète ", qui est la doctrine officielle des militaires américains, et vient couronner en beauté le " plan Brzezinski ".

Tout cela a été transféré sans vagues du gouvernement républicain à celui de Clinton, mais l'élection du président Bush s'est traduite par des initiatives unilatérales qui ont alarmé les partenaires européens des USA et suscité une grande inquiétude dans l'opinion publique mondiale.

Afin de pouvoir promouvoir ses technologies militaires spatiales, Bush a annoncé très clairement son intention de répudier le traité ABM et de renoncer à ce qu'il appelle " l'Accord guerre froide " sur lequel étaient fondées toutes les mesures de contrôle des armements.

L'inquiétude européenne a encore augmenté face au refus unilatéral que les USA ont opposé au même moment aux résultats des négociations de Kyoto sur la protection de l'environnement, et face à leur volonté d'affaiblir les accords internationaux contre les mines anti-personnel, les armes légères et biologiques. Le gouvernement des USA a également bloqué le processus de création d'une Cour criminelle internationale, ce qui peut être considéré avec une certaine ironie à la lumière des événements qui se sont produits par la suite. Dès l'été 2001, l'inquiétude populaire tant en Europe qu'aux USA a commencé à se manifester par l'apparition de nombreux mouvements pacifistes.

La destruction du "Centre mondial du commerce " à New York et l'attentat contre le Pentagone ont ébranlé les équilibres internationaux. Le choc éprouvé devant ces atrocités s'est initialement traduit dans l'opinion mondiale par un mouvement unanime de sympathie à l'égard des victimes américaines. Cette sympathie demeure, mais dès qu'il s'est agi de répliquer à ces attentats, chacun a pensé qu'il revenait aux Nations Unies et à leurs différents organes de prendre des mesures. Cependant, les opinions



publiques ne sont pas toujours écoutées par les gouvernements, en particulier aux USA et en Grande-Bretagne, où l'État considère qu'une réponse militaire via certains alliés de l'OTAN et d'autres pays est plus efficace et moins indécise.

De grands efforts ont été déployés pour obtenir la participation des pays musulmans en général et du Moyen-Orient en particulier. Mais les résultats obtenus ont été incertains. La question palestinienne continue à pourrir et le monde arabe a déjà été déçu pendant la dernière crise, qui avait soi-disant rendu les USA plus réceptifs. Toutes les belles promesses obtenues des Israéliens durant la guerre du Golfe, les développements engendrés par les conférences de Madrid et le processus de paix d'Oslo n'ont abouti à rien, et les Palestiniens sont encore plus mal lotis qu'auparavant. Alors, avec la nouvelle crise, la désaffection et même l'antipathie se sont développées dans tout le monde arabe et parmi les musulmans des Philippines et de l'Indonésie en passant par le Pakistan jusqu'à l'Arabie Saoudite. Des tensions presque révolutionnaires a vu le jour en Arabie Saoudite et l'on dit même que les Occidentaux n'osent plus mettre le nez hors de chez eux. Les soldats américains stationnés dans le pays ont été confinés dans leurs bases et la famille royale saoudienne n'est pas parvenue à se mettre d'accord sur un moyen de les faire partir. Même au sein des alliés européens, une fracture a commencé à se faire sentir tandis que les implications des bombardements en Afghanistan devenaient plus apparentes et plus gênantes.

Les avances faites à la Russie et à la Chine ont été reçues avec une chaleur diplomatique anormale, et à la mi-octobre, une « coalition » plus large a été annoncée en grande pompe au cours de la « 13e réunion pour la coopération économique de l'Asie et du Pacifique » à Shanghai. Yang Ze Min, Vladimir Poutine et G.W. Bush assistaient à cette réunion. Pourtant, très peu de temps après, toutes ces proclamations sur le partage d'une « cause commune » ont paru bien peu solides.

Étant donné le chaos qui règle au Moyen-Orient et dans le monde musulman, la doctrine Brzezinski pourrait-elle être totalement appliquée ? Avec la guerre en Afghanistan, qui débordera probablement sur le Pakistan et sur les pays de l'ex-URSS, il faudrait plutôt s'attendre au mieux à un gros tumulte, au pire à une guerre destructrice extrêmement étendue.

Cette terrible possibilité a évidemment inquiété le gouvernement russe, déjà déstabilisé. Mais Zbigniew Brzezinski, dans ses propositions visant à réformer les équilibres géopolitiques en Asie Centrale, a laissé entendre que les Américains pourraient partager leur influence avec les leaders de la Russie dans certains secteurs d'action. Ces derniers pourraient toutefois se montrer sceptiques quant à ces offres s'ils lisaient le plan initial de Brzezinski :

« Pour les USA, la stratégie eurasienne consiste en une gestion réfléchie des États dynamiques sur le plan géostratégique, et en un traitement précautionneux des États instables sur le plan géopolitique, tout en préservant les intérêts des USA qui sont, à court terme, la préservation de sa puissance mondiale spécifique, et à long terme, l'assurance de sa suprématie globale institutionnalisée.

« Pour traduire cela en employant les termes plus brutaux qui étaient ceux des anciens empires : les trois grands impératifs d'une géostratégie impériale sont de prévenir la collusion entre les vassaux en les maintenant dans la dépendance en matière de sécurité, de maintenir les tributaires soumis et protégés, et de maintenir les barbares désunis. »

Extrapolant sur ce thème, Brzezinski déclare que, pour les USA : « Le scénario le plus dangereux serait une coalition de la Chine, de la Russie et peut-être de l'Iran en une "coalition anti-hégémonique unie non par l'idéologie mais par des griefs complémentaires". »

Brzezinski, et cela n'a rien de surprenant, pense qu'il ne sera pas facile d'éviter ce risque.

Il est clair que les fondateurs de l'alliance qui vit le jour après le 11 septembre désiraient résoudre ce problème en exploitant les griefs de ces trois pays contre leurs adversaires en Afghanistan, en les incluant dans la « grande coalition contre le terrorisme ».

Toutefois, les Iraniens ont refusé une alliance de ce genre, et même les résultats impressionnants obtenus avec la Russie et la Chine au sommet de Shanghai pourraient être de courte durée. Mais une chose est certaine : la « domination », globale ou non, est incompatible avec une démocratie à l'échelle mondiale. L'intégration de nouveaux subordonnés dans la domination prévalante ne pourra qu'inhiber et non pas encourager le développement de la démocratie chez eux.

Ces données concernent tous les mouvements pacifiques, que cela leur plaise ou non, et leur

inquiétude ne fera qu'augmenter avec l'extension de la crise.

Heureusement, cela concerne aussi tous les mouvements qui s'opposent à la domination économique globale, à la dette et à la destruction de l'environnement. Il est évident que le mouvement qui a commencé à Seattle et Porto Alegre et qui s'est poursuivi à Gênes partage les même préoccupations que le Nouveau Mouvement pour la Paix *.

Dans l'immédiat, la question qui se pose à nous est : comment pouvons-nous favoriser la convergence constructive de tous ces mouvements, qui pourraient bien constituer la ressource humaine la plus importante pour sauver le monde de ce nouveau paroxysme de destruction ?

Ken Coates

(*) Ces sujets seront discutés lors de la conférence d'ouverture du Réseau européen pour la Paix et les Droits de l'homme, au Parlement européen, le 31 janvier et le 1er février 2002 à Bruxelles. Pour plus de détails, consulter la Fondation Bertrand Russel pour la Paix e-mail : elfeuro@compuserve.com ; site Web : www.russfond.org

Traduction : Stan Gir & Irène Nouailhac, traducteurs bénévoles coorditrad@attac.org
Première parution ATTAC Newsletter 107

L'Argentine, un pays pauvre avec ses millionnaires en fuite.

Par Julio Nudler

Une raison élémentaire explique (ou tout au moins aide à expliquer) la faillite de l'Argentine: il s'agit de la différence entre les taux d'intérêts que le pays ou ses résidents perçoivent quand ils investissent leurs liquidités à l'étranger, et les taux qu'ils payent quand ils s'endettent. Cette brèche s'est rapidement creusé ces dernières années parce que ces deux paramètres ont évolué en sens contraire. Le taux que les Argentins payent quand ils souscrivent un crédit ou qu'ils obtiennent un financement, a augmenté vertigineusement, comme le montre l'explosion du risque pays. Il tourne autour de 30 % annuel. Et ce alors que la réduction des taux d'intérêts aux Etats-Unis, actuellement de l'ordre 2%, a réduit la rentabilité des fonds placés hors d'Argentine.

Les estimations concernant le volume des fonds que les résidents argentins maintiennent à l'étranger divergent. Mais la réalité est que cette fuite des capitaux a augmenté significativement au cours des douze dernier mois et que souvent, ils sont placés «au noir» sans être déclarés.

Selon l'arrêté officiel de la balance de paiements, en 1997 les Argentins ont perçu 4.600 millions de dollars d'intérêts et en ont payé 8.800 millions. Mais ce rapport s'est dégradé rapidement, et au cours de l'année 2000, les intérêts perçus se sont élevés à 6.367 millions de dollars alors que ceux dont ils se sont acquittés ont atteint 12.338 millions de dollars. Au premier semestre 2001, les Argentines ont perçu 2.877 millions de dollars d'intérêts et en ont payé 6.163 millions.

La différence essentielle qui existe entre ces deux lames de ces même ciseaux, c'est que les services de la dette publique et privée se traduisent par des remises concrètes de devises, mais les intérêts que rapportent les placements à l'extérieur, sauf exception, ne retournent jamais au pays. Le compte «service» de la balance des paiements enregistre de la même manière les intérêts actifs et passifs, mais les revenus financiers perçus et non rapatriés en Argentine apparaissent dans le compte «capital» comme une sortie, puisqu'ils impliquent l'accumulation d'actifs à l'étranger.

Selon les règles fiscales, les revenus financiers d'origine étrangère sont imposables -à la différence des capitaux placés dans le pays qui sont exonérés d'impôt- si ces capitaux placés hors des frontières ont été déclarés, ce qui est extrêmement rare.

Supposons que l'Argentine doit 150.000 millions de dollars, et que les Argentins possèdent au-delà des frontières un montant similaire – présomption qui n'est pas très éloignée de la vérité-. Si tout l'argent, que les résidents ont sorti du pays était placé à une échéance définie dans des banques «offshore», recevant aujourd'hui un taux de 2%, le rendement perçu serait de 3.000 millions de dollars. Par ailleurs, si les Argentins pouvaient renouveler toute leur dette aux taux actuels du marché, ils devraient aujourd'hui payer un taux de 35 % soit 52.500 millions de dollars par an. Le différentiel entre les intérêts perçus et acquittés s'élève à 50.000 millions de dollars par an, alors que le capital possédé et dû est d'un même montant.

L'impossibilité évidente de pouvoir surmonter un tel abîme entre le niveau des intérêts des

emprunts et celui des placements explique la mise à l'écart de l'Argentine du marché du crédit et la situation de «default» (faillite) nationale. Il s'agit de la même quantité d'argent, mais avec des prix absolument différents, selon qu'il est placé ou emprunté par les résidents argentins. Cette faille, qui s'agrandit de jour en jour, s'appelle le risque. Même l'argent de la Banque Centrale se déprécie en tant qu'actif financier, à la suite des successives décisions de baisse des taux d'Alain Greenspan; les opposants à la dollarisation ont vu se liquéfier un de leurs arguments –c'est-à-dire la disparition des intérêts que Roque Maccarone obtient en plaçant les réserves à l'extérieur du pays. La dollarisation impliquerait la disparition de ces réserves, qui seraient utilisées pour racheter des pesos, et t la banque centrale ne pourrait plus tirer profit de ses réserves. D'aucuns se demandent pourquoi le pays est en banqueroute si les Argentins détiennent autant de dollars qu'ils en doivent ? Ce paradoxe appelle deux réponses: la première étant que les Argentins c'est une chose, et l'Argentine c'est un autre. La deuxième est mentionnée plus haut. Si le prix de l'argent placé coïncidait avec celui de l'argent emprunté, un autre coq chanterait. Mais aujourd'hui la différence est 17 contre 1.

Julio Nudler
Traduction : Carlos Debiasi. Pagina 12, du 25 novembre 2001.

Le grain de sable

Par Jacques Doyer

« Lorsque nous aurons une monnaie mondiale il n'y aura plus de spéculation possible.» Donald Johnston. Hôtel Wyndham, Montréal

Telle fut l'éclair de génie du secrétaire général de l'OCDE en réponse à la question d'un militant ATTAC venu mettre son grain de sable dans l'engrenage au beau milieu d'un colloque international.

Le Colloque international, organisé par le Conseil des relations internationales de Montréal (CRIM) en collaboration avec le Centre Études internationales et mondialisation (CEIM), invitait ses convives à un déjeuner-causerie avec le secrétaire général de l'Organisation de Coopération et de développement économiques (OCDE), Monsieur Donald Johnston.

Le déroulement du déjeuner-causerie annonçait un cocktail au cours duquel les participants au colloque ne semblaient pas invités, et devait se dérouler à huis clos avec les convives de la table d'honneur. Le haut-clergé se retirait avant le rituel alors que les fidèles faisaient le pied de grue sur le perron en attendant qu'on ouvre les portes.

Une fois l'inscription complétée, les participants ont été invités à prendre place en attendant « l'entrée des convives suivie de la table d'honneur ». Le fondamentalisme de marché en plein rituel, site d'observation anthropologique post-postmoderne intéressant.

Monsieur Leuprecht, doyen de la faculté de droit de l'université de McGill, nous avait souligné le jour précédent, en conférence introductive, les pistes lui permettant de soutenir l'existence d'une idéologie pan-économique qu'il qualifiait également de fondamentalisme de marché.

Qu'est-ce qu'un fondamentalisme ? Tout d'abord, nous dit Monsieur Leuprecht, vous constatez que dans cette cette vision du monde, toute critique est écartée. Comme vous le verrez plus bas, le mouvement syndical n'a rien à apprendre des processus démocratiques au sein du colloque auquel j'ai assisté et, si ce que j'y ai vu est un indicateur de ce qu'est ou serait une démocratie policière, je dois vous dire que j'ai trouvé l'expérience assez inquiétante. La proposition Tobin, bien qu'annoncée en atelier, bien que déposée à la table d'inscription, ne fut jamais abordée intellectuellement lors de ce forum de réflexion. Une fermeture totale à la solution proposée et ce, même si elle s'en prend aux pratiques les plus délinquantes et parasitaires du marché spéculatif.

Ensuite, continue Monsieur Leuprecht, cette critique qu'on veut écarter est considérée comme ennemie de la liberté. L'attitude des participants à ce colloque en présence d'une proposition citoyenne fut de l'amalgamer à son porteur, lui-même transformé symboliquement en antimondialiste ou militant antimondialisation. En un mot, l'idiot regarde le doigt et ne voit pas la lune que le doigt lui montre.

Le blocage mental face à l'Autre est tellement total qu'il devient difficile à tolérer. Celui qui refusera qu'un préambule précède la question d'un militant ATTAC n'est nul autre que le doyen de la faculté de science politique et de Droit de l'Université du Québec à Montréal, Monsieur Jacques Lévesque.

Comme la proposition vient d'un militant ATTAC (le doigt), nos plus brillants esprits (croient-ils)



vont refuser de considérer la proposition (la lune).

Un militant ATTAC, c'est un antimondialiste. Qu'est-ce qu'un antimondialiste ? C'est un agitateur, masqué parfois, lanceur de coktail molotov, c'est un individu opposé à la liberté de circulation du capital et des biens. Si on a refusé de débattre de la proposition Tobin au sein d'un « carrefour de réflexion et d'échanges sur la mondialisation » c'est que l'Autre est perçu comme un ennemi de la liberté, comme une menace. Et l'Autre, c'était moi, c'était nous la menace à la liberté.

Finalement, nous dit Monsieur Leuprecht, le fondamentalisme de marché a aussi ses rituels à caractère religieux. L'entrée des convives suivie de la table d'honneur n'allait pas sans rappeler certains rituels religieux. L'Évêque, suivi des grands prêtres, observé par les fidèles, se dirige vers la sainte table puis, après la communion (salade de saumon fumé), c'est le prêche sur le thème La mondialisation économique et la gouvernance privée et publique . Puis, c'est la période de questions; l'occasion de venir baiser la bague du saint homme.

Première question: « Monsieur Johnston, croyez-vous que la stabilité des marchés devrait être protégée en mettant en place des mécanismes de régulation visant la spéculation sur les monnaies ? ».

Le grain de sable vient de tomber dans l'engrenage.

Iconoclaste, le militant ATTAC, doit toujours être à la recherche de telles occasions. La réponse du patron d'un des quatre organismes mondiaux engagés dans la gestion de la dette internationale illustre encore un élément culturel du fondamentalisme de marché, soit le mythe que le salaire de certains cadres supérieurs est la conséquence de la nécessité de devoir recruter les meilleurs esprits. Mysticisme entretenu par la litanie des grands rituels déjà exécutés par le grand prêtre, litanie lue par un autre grand prêtre lors de l'introduction du premier.

Monsieur Johnston, décontenancé par cette question ne faisant pas partie du rituel religieux habituel nous ouvre une fenêtre sur la réalité derrière le mythe : « Lorsque nous aurons une monnaie mondiale il n'y aura plus de spéculation possible !» Et voilà, c'est tout. Il fallait quand même y penser. Une chance que l'OCDE a recruté le meilleur cerveau. Et combien paie-t-on cet âne ?

Jean Ziegler, sociologue suisse, rapporte qu'un enfant meurt de malnutrition ou de faim à chaque 7 secondes. L'implantation de la monnaie mondiale c'est pour quand déjà Monsieur Johnston ?

Comme vous le savez, le mouvement citoyen ATTAC a déjà amorcé une réflexion sur la notion de Bien commun et sur la possibilité d'utiliser cette nouvelle notion afin d'assujettir le marché, afin que les citoyens puissent bénéficier des fruits de l'enrichissement collectif en jouissant de marchés stables et non parasités par des spéculateurs improductifs.

Participer à ce colloque signifiait recueillir de l'information sur ce concept émergent et soumettre à des chercheurs émérites l'idée que la stabilité des marchés puisse être considérée comme un bien commun.

Se voulant un « carrefour de réflexion et d'échanges sur la mondialisation », le colloque organisé par le Conseil des relations internationales de Montréal (CRIM) et le Centre Études internationales et mondialisation (CEIM), sous le thème Le Bien commun comme réponse politique à la mondialisation, invitait les participants à considérer la notion de bien commun comme pouvant être une réponse politique à la mondialisation.

Je dois souligner ici que ma participation au colloque fut exemplaire. J'écoutais attentivement chaque conférencier, je prenais des notes, je cherchais à comprendre comment ce qui était présenté venait répondre à l'interrogation du colloque. Je n'ai utilisé aucune technique dilatoire ou aggressive au cours du colloque.

Après 14 conférenciers, on se posait encore la question « Mais qu'est-ce que le bien commun ? » De plus, une conférencière venait de terminer l'avant-midi du 8 novembre en caricaturant le peuple de Seatle à l'aide d'images comme la MacDonaldisation de l'économie et le présentant comme un groupe de farfelus proposant une taxe sur le capital.

Après avoir demandé un minimum de rigueur intellectuelle à la conférencière en ne réduisant pas une réalité complexe et variée à des clichés éculés, j'ai proposé que la stabilité des marchés financiers soit considérée comme un bien



commun mondial et informai le colloque de mon intention de déposer une proposition formelle.

C'était juste avant le grain de sable.

Après ce dîner mémorable, 21 autres chercheurs sont venus nous entretenir de divers aspects liés au concept de bien commun. Aucun d'entre eux n'aborda de quelque manière que ce soit la proposition déposée. Aucune personne de l'assistance ne posa de question sur ce sujet. Le responsable du colloque refusa d'aménager un espace de discussion pour cette proposition : impossible. Le président de la dernière conférence refusa qu'un commentaire soit fait à ce sujet. On vint me prévenir avant d'avoir un droit de parole que je ne devais poser qu'une seule question. Après ma question, Ricardo Petrella nous a invité à ne pas avoir peur de la rhétorique et à apprendre à dire bonjour à l'Autre. Ils applaudirent : quel bonhomme ce Petrella ! Quel beau concept, dire Bonjour à l'Autre !

Ce n'est pas que ça ne leur rentre pas dans la tête, c'est qu'ils sont paralysés par la peur. Ils sentent bien que c'est le début de la fin du fondamentalisme de marché. Le party est fini. Une nouvelle idéologie est en train de se construire, ils savent que c'est elle qui correspond à leurs valeurs et qu'elle est portée par la polis, par la cité. Changer d'idéologie peut être brutal pour certains et le choc peut les maintenir en état de catharsis pour un temps. Dans quelques années ils nous auront tous rejoints et organiseront de beaux colloques nous expliquant comment le mouvement citoyen est né, comment il a grandi, ses réalisations, les changements profonds amenés par le changement de valeurs opéré par le peuple de Seatle et seront heureux d'être là pour nous expliquer tout cela avec de grands concepts. Que serions-nous sans eux ? Ils sont si sympathiques.

En conclusion, on peut dire que le concept de bien commun peut s'avérer particulièrement utile si on veut y rattacher le concept de stabilité des marchés. Des conférenciers ont souligné certains problèmes, que je regrouperai sous le vocable de culturels, et qui avaient rapport avec les propositions que l'eau, l'environnement, les droits de l'homme puissent être définis comme bien commun.

Ainsi Madame Smouts (CERI-Sciences Politiques, Paris) souligne les difficultés d'application de la notion de la protection des forêts tropicales comme bien commun mondial, alors que les victimes d'une telle application pourraient bien être celles qu'on aimerait protéger. Donc, impossible de répondre à la question est-ce que le concept de bien commun peut être une réponse politique à la mondialisation ?

Ce qui veut dire que, dans le cadre du colloque, comme nous n'avions pu dégager de proposition de ce que pourrait être un bien commun, on pouvait encore moins soutenir qu'un tel concept puisse venir aider le politique à assujettir les marchés de manière à les mettre au service du bien commun.

Par contre, si la stabilité des marchés est considérée comme un bien commun, ces problèmes culturels ne surviennent pas. À moins bien entendu qu'une thèse en microsociologie vienne nous informer des affres que pourrait connaître la culture mutimilliardiste advenant le jour où nous imposerions une taxe à ce petit club.

De définir la stabilité des marchés comme bien commun ne se heurte donc pas à l'obstacle culturel. Aucune autre culture n'a de normes de comportement pouvant être associées de près ou de loin avec l'activité de spéculer sur les monnaies, activité de facto réservée aux 200 plus gros portefeuilles du monde.

La notion de bien commun devient alors la réponse politique à la mondialisation. CQFD Le politique se sert de l'économique comme un outil de développement pour la collectivité.

C'est pour cela que la résistance est si grande à l'idée d'une taxe, si petite soit-elle car elle représente la fin du diktat économique. C'est la fin d'une idéologie que l'on croyait hier invincible, et la naissance d'une autre sous nos yeux.

Monsieur Leuprecht nous disait aussi qu'il était temps de reconstruire des communautés de citoyens, que pour ce faire nous devrions nous retrouver autour de valeurs communes. Pour reconstruire, il faut s'identifier. Chacun, comme citoyen et comme rien d'autre, doit contribuer à la définition de ce qui doit être.

Il n'y aura pas de minute de silence pour les 37 000 enfants qui sont morts durant ce colloque. Pas plus que pour les 4 millions 500 000 qui mourront de faim et de malnutrition durant l'année, alors que des Soros encaisseront des milliards. Comme citoyen je dis non à cet ordre des choses car cela ne correspond pas à mes valeurs.



Ce n'est pas la prise de La Bastille; ce n'est pas une nationalisation; il n'y a pas d'expropriation. La mondialisation de l'économique doit être disciplinée par la mondialisation du politique.

Faire cette proposition, c'est affirmer que les idéologies ne sont pas mortes. Nous nous devons d'identifier la vision, notre vision, de ce que nous voudrions qui soit, et nous devrions savoir maintenant que ce ne sont pas des intellectuels patentés qui le feront pour nous. Le déficit démocratique dont ces intellectuels parlent provient également du non-engagement de plusieurs intellectuels. Mais être capable de conceptualiser cela, ce n'est pas nécessairement être capable de l'intégrer.

Que Soros soit repentant ou pas n'efface pas l'odieux de la chose : un milliard en un jour, contre la livre anglaise, en complicité avec les principales banques anglaises s'en prenant à leur devise nationale. Quels voyous !

Les sommes perçues par cette taxe serviront à consolider notre vision émergente du bien commun et nous permettront d'oeuvrer à la dignité humaine dans le respect des différences culturelles.

Si les idéologies ne sont pas mortes, c'est qu'elles s'expriment et, je vous assure, s'il est un moment historique où il faut s'exprimer, se rassembler, se reconnaître, se soutenir dans ce processus, c'est bien aujourd hui.

Le sursaut citoyen réclamé par Monsieur Leuprecht (j'avoue, j'ai beaucoup aimé), c'est l'appel du citoyen. Le citoyen est femme, il est afghan, il est vous et il est moi. Parler pour lui, c'est parler pour nous.

Jacques Doyer, Sociologue, Attac-Charlevoix

Opinion du citoyen européen sur les questions de mondialisation

Par Commission européenne – DG1 Trade.

Vous trouverez en annexe les principales conclusions du sondage quantitatif Eurobaromètre commandé par la Direction Générale du Commerce afin de compléter son analyse de la perception par le citoyen européen de la mondialisation, de la libéralisation commerciale et de l'action de l'OMC et de l'UE dans ce contexte.

Près de 16.000 citoyens européens ont répondu à ce sondage Eurobaromètre qui s'est déroulé dans tous les Etats-membres entre le 12 avril et le 23 mai 2001 Les points saillants de ce sondage sont les suivants :

- La méconnaissance du public

Le pourcentage de personnes se déclarant incapables de se prononcer est élevé (de 15 à 30% en moyenne selon les sujets), le maximum de nsp (ne sait pas) se concentrant sur les questions concernant l'OMC (près de 60%). Ceci est en lui-même un indicateur significatif de la méconnaissance par le public des questions dont nous traitons.

- La globalisation et ses effets.

Les répondants ont exprimés une opinion plus nuancée que l'on imagine intuitivement sur la mondialisation. Ils y voient des avantages (choix accru de produits, voyages plus faciles, possibilités d'emplois à l'étranger).

Ils y voient également des effets négatifs : ils estiment qu'elle conduit à une concentration du pouvoir entre les mains des grandes entreprises et qu'elle ne donne pas de chance aux PME de se développer plus rapidement, qu'elle augmente l'écart entre les riches et les pauvres tant en interne qu'entre pays industrialisés et PVD, rend plus difficile le contrôle de la qualité des produits et augmente les problèmes d'environnement à l'échelle mondiale.

Enfin, si la majorité des sondés estime que la mondialisation ne va pas améliorer leur vie personnelle, moins de 50 % pensent qu'elle augmente le risque de perdre son emploi ou d'entraîner la privatisation des services publics en Europe.

Les craintes en matière d'identité apparaissent en retrait puisque seulement 31% des Européens pensent que la libéralisation commerciale contribuera à une plus grande uniformisation du monde et 64 % considèrent qu'elle aura un impact favorable sur la diversité culturelle. 26% seulement considèrent que la culture n'est pas un produit comme les autres

- Le contrôle des effets de la mondialisation

La réponse des sondés est ici intéressante parce que c'est à l'Union Européenne qu'ils font le plus confiance pour contrôler les effets de la mondialisation (35%) bien plus qu'aux gouvernements nationaux (25%). Près de 50 %



estiment également que c'est une bonne chose que ce soit la Commission Européenne qui négocie pour le compte des Etats-membres de l'Union.

Le score des citoyens eux-mêmes (22%) et des associations de consommateurs (20%) dans le contrôle de la mondialisation, très proche de celui des gouvernements, doit retenir l'attention car il est élevé et continue à exprimer la recherche par les citoyens d'alternative aux institutions lorsqu'il s'agit de les défendre contre les effets de la mondialisation .

Toutefois cette réponse doit être rapprochée de celle donnée à la question « estimez vous que les organisations qui disent défendre les intérêts de la population le font bien et vous représentent effectivement ? » à laquelle les sondés estiment dans leur majorité qu'elles ne les défendent pas efficacement et qu'elles ne représentent pas nécessairement leurs intérêts. Le public ne semble pas se reconnaître dans les ONG à l'exception de celles qui défendent les intérêts des consommateurs.

- L'Union Européenne comme acteur sur la scène commerciale

C'est probablement la réponse la plus alarmante du sondage puisqu'à la question purement factuelle « qui est le premier exportateur de biens et de services sur le marché mondial » 44 % estiment que ce sont les Etats-Unis, suivis par le Japon (23 %) et l'Union Européenne avec un petit 9 % quasiment à égalité avec la Chine qui recueille 8%.

- Un large accord sur les lignes directrices défendues par l'Union dans le cadre des négociations commerciales

Même si le pourcentage de « ne sais pas » est très élevé sur ces questions, le sondage fait apparaître une prise de position favorable en faveur des orientations défendues par l'Union Européenne dans le cadre du Nouveau Round : accord équilibré qui satisfasse tous les pays, libéralisation assortie de règles strictes, l'application de normes sociales par les pays tiers, une aide aux PVD pour s'adapter à la mondialisation.

- Le rôle de l'OMC

Sans surprise, parce que c'est une organisation très jeune et très technique, les sondés ne connaissent pas l'OMC et ne sont pas en mesure de se prononcer sur les différentes propositions faites à son sujet.

- Les enseignements à tirer de ce sondage :

- La conclusion la plus flagrante reste la méconnaissance profonde des citoyens sur la politique commerciale, ses données factuelles élémentaires, ses enjeux, ses institutions. La politique commerciale reste confinée à un monde de spécialistes, ce qui se justifiait sans doute lorsqu'elle avait encore un champ d'intervention étroit mais devient plus difficile lorsqu'elle touche à des aspects de plus en plus nombreux de la vie quotidienne.

- Les orientations politiques prises dans le cadre du Nouveau Round semblent correspondre aux attentes exprimées dans le sondage et peuvent être exploitées plus activement.

- L'Union Européenne n'est pas perçue comme la grande puissance commerciale qu'elle est. Le thème "UE première puissance commerciale du monde" devrait être davantage exploité voire faire l'objet d'une campagne conjointe avec les EM, car les citoyens se sentiraient rassurés d'avoir un contrepoids à la puissance commerciale américaine.

- Conclusions :

La Commission invite le Comité 133 à considérer de manière attentive les résultats de ce sondage et à examiner la meilleure manière de refléter les résultats de celui-ci dans les campagnes de communication, organisées spécifiquement par les EM, en ce qui concerne la mondialisation et la libéralisation des marchés commerciaux.

Conclusions du sondage Eurobaromètre sur l'opinion du citoyen européen sur les questions de mondialisation/libéralisation

Une moyenne de 25% des personnes interrogées a répondu "je ne sais pas " aux questions de ce sondage, ce qui traduit une profonde méconnaissance des phénomènes examinés. Les résultats mentionnés ci-dessous en pourcentages tiennent compte de ce volume de non-réponses (100% représentant donc la totalité des personnes interrogées y compris les "nsp"), sauf dans le cas de l'OMC.

1. IMPACT DE LA MONDIALISATION ET DE LA LIBERALISATION DES ECHANGES

Il était demandé au sondé de marquer son accord ou son désaccord sur une liste de



propositions. 25% des sondés ont répondu "je ne sais pas " (nsp) dont il est tenu compte dans les pourcentages mentionné ci-dessous.

(1) Les effets positifs de la mondialisation sont perçus : les Européens sont conscients que la mondialisation élargit leur horizon et qu'ils en retirent des bénéfices économiques (formation d'un marché mondial (56%), renforcement de la présence économique de l'UE (53,6%), plus grand choix de produits (68%), opportunité de travailler à l'étranger (55%)).

(2) Le citoyen européen a une attitude très mitigée vis-à-vis des effets de la mondialisation et de la libéralisation sur sa situation personnelle. La libéralisation suscite des craintes qui portent principalement sur l'emploi (50%), la protection sociale (55%), l'accroissement des écarts de richesse (54%). La mondialisation est associée au développement incontrôlé de l'immigration (48%). 26% seulement des Européens en attendent une meilleure qualité de vie (46% pensent le contraire), 24% seulement en attendent une amélioration de leur situation financière (51% craignent une détérioration de celle-ci) et 34 % seulement y voient une opportunité de croissance pour les PME.

(3) Les avis sont partagés quant à savoir si une plus grande libéralisation aura des effets positifs ou négatifs sur la protection de l'environnement et des consommateurs et les soins de santé : craintes pour la qualité alimentaire (36%), la détérioration de l'environnement (50%). L'opinion s'attend par ailleurs que la mondialisation entraînera la privatisation des services publics (45%), mais elle en attend une meilleure efficacité de ceux-ci (39%).

(4) 64 % considèrent, à l'instar de l'impact de la mondialisation, que la libéralisation des marchés aura un impact favorable sur la diversité culturelle.

2. LES NEGOCIATIONS COMMERCIALES

Il était demandé au sondé de marquer son accord ou son désaccord sur une liste de propositions. 30% de « nsp ».

53% des citoyens considèrent que l'UE beaucoup à gagner à la libéralisation des marchés. 49,5% font confiance à l'UE pour défendre ses intérêts dans les négociations internationales. Ils en approuvent les priorités commerciales : la nécessité de règles multilatérales est largement reconnue : 75% des citoyens considèrent qu'il faut rechercher des accords internationaux équilibrés et 74,6% qu'une libéralisation accrue doit s'accompagner de règles multilatérales et d'un soutien aux PVD pour leur permettre de s'adapter à la mondialisation (56.5%).

Une proportion significative de citoyens souhaite des règles multilatérales · en matière d'attribution des marchés publics (73%),

· de protection des investissements (60,5%)

· et de protection sociale (66%)

Une proportion significative est également prête à des concessions en matière agricole (42,4%). En revanche des reculs sont redoutés en matière de protection des consommateurs (30%), d'environnement (34,4%), de santé (35%) et de normes en général.

3. L'UE COMME ACTEUR DE LA MONDIALISATION/LIBERALISATION

La mondialisation est perçue comme accentuant l'éloignement du pouvoir par rapport aux citoyens : Une majorité (60,5%) y voit une concentration accrue du pouvoir aux mains des grandes entreprises et la plupart (46,7%) doutent de la capacité des gouvernements nationaux de maîtriser le phénomène.

Le poids commercial de l'UE est sous-estimé, ce qui est susceptible de contribuer à une perception défensive : moins de 10% sont conscients que l'UE est la première puissance commerciale (45% citent les USA, 23% le Japon).

Toutefois l'UE est considérée comme la mieux placée pour "contrôler les effets de la mondialisation" (35%) et 49,5% des Européens lui font confiance pour défendre ses intérêts dans les négociations internationales. Ils en approuvent par ailleurs les priorités commerciales : la nécessité de règles multilatérales est largement reconnue (73%), de même que la recherche d'accords internationaux équilibrés (75%), le soutien aux PVD pour s'adapter à la mondialisation (56,5%), le respect des normes sociales (66%), et la recherche de règles sur les investissements (60,5%).

4. LA CONNAISSANCE DE L'OMC

67% des citoyens ne connaissent pas du tout ou que de nom de l'OMC. Près de 7 personnes sur 10 ne sont pas en mesure de répondre sur la transparence de l'OMC, ce qui est déjà une indication en soi. Des 3 sur 10 qui répondent,



42% considèrent que l'OMC n'est pas transparente.

Cette méconnaissance se répercute sur les réponses aux questions plus précises posées sur le rôle de l'OMC par un taux très élevé (50-60%) de « nsp ». Les résultats mentionnés ici en pourcentages sont après déduction des non-réponses. Ainsi ceux qui croient savoir considèrent que l'OMC est nécessaire (84% de oui, après déduction de 47% de "nsp"), qu'elle a bonne réputation (71%), qu'elle est démocratique (66%), qu'elle est un arbitre impartial des conflits (62%). La confiance dans le fait que l'OMC a suffisamment de pouvoir pour maîtriser la globalisation et faire respecter une concurrence loyale est plus mitigée (+/- 55%).

Quant au rôle des membres de l'OMC, 73% (après déduction de 60% de "nsp") estime que l'UE a suffisamment de pouvoir au sein de l'OMC mais seulement 59% pense qu'il existe un groupe de pays assez fort au sein de l'OMC pour faire face aux USA. La fonction de négociateur commun de la Commission au sein de l'OMC est appréciée par 47% des citoyens.

5. LE ROLE DES ONG

La crédibilité des ONG apparaît faible, le citoyen étant plutôt sceptique sur leur représentativité : 22% seulement s'y reconnaissent, et leur efficacité dans la défense de ses intérêts : 38% les considèrent comme inefficaces.

6. LE NIVEAU D'INFORMATION DU CITOYEN

Ce sondage reflète une méconnaissance élevée de la libéralisation commerciale et des institutions qui l'organisent: les taux de non-réponse -"ne sait pas"- est de l'ordre de 25% en moyenne, et peut atteindre 50% sur certains sujets plus techniques comme les services publics. Plus de 63% des Européens ignorent ce qu'est l'OMC.

Une autre Europe pour un autre monde

Semaine de mobilisations à Bruxelles du 08 au 15 décembre. Plus d'informations http://wb.attac.be

Déclaration du Réseau "Une autre Europe pour un autre monde"

La mondialisation néolibérale, dont l'Union européenne est un puissant moteur, a des effets désastreux sur de nombreux aspects de la vie humaine et de l'environnement : l'extension et la féminisation de la pauvreté, les inégalités Nord-Sud, la destruction et la privatisation des richesses écologiques, la violation des droits humains, le démantèlement des acquis sociaux, la privatisation des services publics, les atteintes aux libertés démocratiques, la guerre, la criminalité et les crises financières, et, dans un cadre plus général, la "marchandisation" de toutes les activités humaines exigent une réaction d'envergure. En tant que réseau , nous condamnons catégoriquement les actions des puissances mondiales en Afghanistan.
C'est pourquoi nous, organisations signataires, nous mobiliserons du 7 au 15 décembre 2001 à Bruxelles au sein du réseau "Une autre Europe pour un autre monde" selon les principes repris dans cette déclaration.
Le pluralisme et la diversité sont les fondements de notre réseau. Chaque organisation signataire le rejoint avec son identité et ses spécificités.
Notre unité se situe dans notre volonté commune d'organiser des activités et des manifestations populaires et sans violence, sous une même dénomination et dans le cadre d'une communication commune, afin d'avancer dans la construction d'une autre Europe et d'une autre mondialisation. Dans ce but, nous appelons tous ceux qui s'opposent à l'Europe néolibérale à participer notamment au Forum des ONG (7-8 décembre), à l'Euromanif syndicale (13 décembre), à la manifestation vers Laeken et au Forum Alternatif (14 décembre). Durant cette semaine se dérouleront aussi d'autres activités : le 15 décembre ainsi que les 11 et 12 décembre (l'Assemblée des chômeuses, chômeurs et précaires en lutte). Pour toutes les activités durant la semaine, nous vous invitons à consulter le site web: www.anothereurope.org
Cette semaine de mobilisation du réseau "Une autre Europe pour un autre monde" constituera la dernière étape continentale avant la seconde édition du Forum Social Mondial de Porto Alegre (31 janvier/5 février 2002), étape importante dans la mobilisation pour un autre monde.

Organisations Signataires en date de 22 novembre 2001

11.11.11 - Koepel van de Vlaamse Noord-Zuidbeweging , Amis du monde diplomatique – Belgique, Animo – de spirit van jong links, APEIS (Association pour l'Emploi, l'Information et la Solidarité), Associazione Internazionale di Amicizia e Solidarietà con i Popoli, ATTAC Belgique, ATTAC France, Bond Beter Leefmilieu Vlaanderen v.z.w. (BBL), Brusselse Raad Voor Het Leefmilieu (BRAL), Broederlijk Delen, Centre National de Coopération au développement



(CNCD), Christenen voor het Socialisme, Comité de Solidarité avec le peuple basque, Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde (CADTM), Coordination Belge Pour la Colombie, Coordination D 14, Coordination Nationale pour la Paix et la Démocratie (CNAPD), Démocratie 2000, Démocratie plus, Democrazia Popolare (Italia) Droits Devant, Entraide et fraternité/Action Vivre ensemble, Esperances des Peuples, Fondation Joseph Jacquemotte, Foodfirst Information & Action Network (FIAN-Belgium) FOS – Socialistische Solidariteit Global Action (Greece), Globalise Resistance (UK), Humanistisch Verbond, Indymedia Internationaal Verzet, Internationale Socialisten (Nederland), Inter-environnement Bruxelles (IEB) Inter-environnement Wallonie (IEW) Italian Coordination for Laeken Izquierda Unida, Jeunes Gardes Socialistes (JGS), Jong AGALEV – Nationaal, Kommunistische Partij Vlaanderen, Kon-Kurd, fédération des associations kurdes en Europe, Le Monde Selon les Femmes, LICR (Ligue pour une Internationale Communiste Révolutionnaire), Ligue Anti-Impérialiste (LAI), Ligue des Droits de l'Homme, Linkse Socialistiche Partij, Magasins du Monde – OXFAM, Marches européennes contre le Chômage, la Précarité et les Exclusions (France-Europe), Marches européennes contre le Chômage, la Précarité et les Exclusions (collectif belge), Médecine Pour le Tiers-Monde, MIR-IRG, Mouvement Chrétien pour la Paix (MCP), Mouvement des jeunes Socialistes, Mouvement pour une Alternative Socialiste, Nieuw-Vlaamse Alliantie Brussel 19, Oxfam – Solidarité, Oxfam – Wereldwinkels, Parti Communiste, Parti de Travail de Belgique (PTB), Parti Ouvrier Socialiste (POS-SAP), Pax Christi Wallonie/Bruxelles, Pax Christie Vlaanderen, Place au Soleil, Service Civil International, Socialisme Sans Frontières, Solidarité Socialiste, SUD PTT - Union syndicale G10 SOLIDAIRES (France), théâtre Croquemitaine Vrede, Vrouwen in het zwart – Leuven, WTM (Werkgroep Theologie en Maatschappij)

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Intéressé(e) par un rendez-vous il suffit de cliquer sur http://attac.org/rdv pour en obtenir les détails. Vous choisirez alors le pays dans lequel se tient la réunion.

Vendredi 14 : BELGIQUE BELGIE : BRUXELLES

Samedi 15 : FRANCE: PARIS 11 – PARIS CENTRE – ANGERS / ITALIA: URAGO MELLA - VIAREGGIO

Dimanche 16 : ESPANA : MADRID / FRANCE: PARIS 11

Lundi 17 : AUSTRIA : HOLLABRUNN / DANMARK : VESTERBRO / FRANCE: LE THOR – CHATEAUBRIANT – LA ROCHELLE – THONON – CHALON SUR SAONE

Mardi 18 : DANMARK : ARHUS UNIVERSITET – LYNGBYGARD / ESPANA: MADRID / FRANCE: PARIS 11 – METZ – ST NAZAIRE – MACON – IEP BORDEAUX – JUSSIEU – PARIS 14 / SUISSE SCHWEIZ: LAUSANNE / SVERIGE : UPPSALA - OREBRO